

31 octobre 1995

Allocution au lendemain des résultats du référendum

Il y a sept ans, j'ai fait un pari fou. Le pari de reprendre un combat que plusieurs disaient vain. Que plusieurs disaient fini, foutu.

J'ai fait le pari que les Québécoises et les Québécois ne se contenteraient jamais d'être autre chose qu'un peuple. Et que la seule façon que nous ayons d'être un peuple, c'est d'avoir un pays à nous.

Pendant sept ans, petit à petit, les événements ont donné raison aux héritiers de René Lévesque. Pendant sept ans, petit à petit, la souveraineté a repris ses forces, elle a essaimé dans d'autres partis, sur d'autres tribunes, elle s'est renouvelée dans son contenant comme dans son contenu.

D'autres sauront, mieux que moi, faire le bilan de ces sept années. Pour ma part, je retiendrai quatre choses: D'abord, le fait qu'une nouvelle génération de Québécois ait repris le flambeau de la souveraineté avec un enthousiasme et une ardeur sans pareille. C'est pour moi la plus grande réalisation que le mouvement souverainiste pouvait accomplir: se donner une nouvelle jeunesse. S'inscrire définitivement dans la durée.

Puis, le fait que la souveraineté se soit étendue à toutes les générations de Québécois. Cette année, il y avait des indépendantistes aux cheveux encore plus blancs que les miens. Nous avons donc réalisé, pour la souveraineté, le mariage de la sagesse et de la fougue de la jeunesse, donc de l'expérience et de l'énergie. Une cause qui réussit cette jonction ne pourra jamais mourir. J'ajoute que nous avons su donner aux femmes une voie plus forte au sein et à la tête de notre parti et de notre gouvernement. C'est pour moi une grande victoire. Aussi, ces dernières années, la voix souverainiste s'est enfin fait entendre sur la scène fédérale, là où elle n'avait auparavant pas droit de cité. C'est un changement majeur qui modifie toute la donne.

Finalement, nous avons su, il me semble, donner un contenu nouveau à la souveraineté. Un nouveau contenu économique, en mettant au cœur de notre projet la nouvelle réalité d'une planète qui est aujourd'hui presque un seul grand marché. Un nouveau contenu social, car nous avons su concilier notre instinct de solidarité et d'entraide et les rigueurs actuelles de la situation économique et financière.

Notre souveraineté, nous en avons fait un projet aussi humain que politique et économique, aussi individuel que mondial, nous l'avons enrichi et diversifié et c'est pourquoi, je pense, il a réussi à toucher autant de gens. Pendant les semaines extraordinaires que nous venons de vivre, je dois dire que ce sont les gens qui m'ont le plus impressionné. Avec nous et autour de nous, des milliers de sympathisants, de militants et de porte-parole, d'artistes et de grands politiques, de religieux et de professionnels ont exprimé la richesse et la sincérité du Québec. Il y a des gens qui ont pris des risques terribles avec leur carrière pour dire publiquement Oui. Il y a des gens qui ont mis leur crédibilité au service d'une cause qui nous dépasse tous. Je voudrais les nommer, il y en a des cents et des milles. Je veux, du fond du cœur, tous les

remercier. Parmi eux, il se trouvera demain, c'est une certitude, des leaders qui sauront faire franchir à la souveraineté de nouvelles frontières.

Et il y a une de ces frontières que, bien humblement, j'ai été incapable de franchir. Je n'ai pas réussi à faire en sorte qu'une proportion significative de nos concitoyens anglophones et allophones se sentent solidaires du combat de leurs voisins. René Lévesque s'était épuisé en vain sur ce même clivage. Gérard Godin avait réussi à se faire beaucoup d'amis dans ces milieux, mais bien peu de convertis. C'est pour moi une déception très grande, car je sais les efforts que nous avons tous mis depuis sept ans à transformer cette réalité. Cela explique aussi que j'ai pu, hier, formuler cette déception dans des termes qui auraient pu être beaucoup mieux choisis.

J'ai aussi parlé hier de l'argent, et je vous dirai que nous entendons appliquer avec toute la vigueur dont elle est capable la loi sur la consultation populaire que nous a léguée René Lévesque. Le camp du Non a réussi à dépenser en une journée presque la somme totale respectée par le camp du Oui pour toute la campagne. Les infractions massives infligées à notre cadre démocratique ne seront pas oubliées. Mais assez parlé du passé. Une des magnifiques nouvelles de la journée d'hier fut le taux de participation de 94 % et la sérénité du vote, qui témoignent que nous avons ici une population qui ne connaît pas d'égal, sur le globe, quant à sa maturité démocratique. Je salue tous les électeurs et toutes les électrices.

Il s'est produit hier une autre chose extraordinairement importante. Les Québécoises et les Québécois ont signifié à leurs voisins et au monde qu'ils doivent être reconnus comme peuple. Les hochets symboliques de société distincte et d'ententes administratives doivent être remisés dans les cercueils de Meech et de Charlottetown: c'est leur place. Les Québécois ont dit hier qu'ils veulent une véritable reconnaissance et qu'ils n'accepteront rien de moins que l'égalité.

Il faut être clair: hier, le Québec s'est levé debout. Il s'est levé pour de bon, et on ne pourra jamais le faire reculer. Hier, le Québec s'est levé debout: il lui reste un pas à faire. Il a l'élan voulu, il en a la capacité, il ne lui manque que l'occasion. Elle viendra bientôt, j'en suis profondément convaincu.

Comment ce pas doit-il se faire? Par où passe le chemin qui mènera au nouveau et inévitable rendez-vous avec la souveraineté? Ce n'est pas à moi de le dire, ce n'est pas à moi de le faire. Avec mes qualités et mes défauts, j'ai contribué à conduire ce grand projet au résultat du 30 octobre.

D'autres, maintenant, lui feront franchir la dernière frontière. J'annonce aujourd'hui, qu'à la fin de la session parlementaire de l'automne, je libérerai les postes de premier ministre, de président du Parti Québécois et de député de l'Assomption, que les Québécoises et les Québécois m'ont fait l'honneur de me confier.

Dans l'intervalle, comme premier ministre, je m'emploierai à faire avancer plusieurs dossiers importants pour la bonne marche du gouvernement et pour l'avenir de nos compatriotes. Des décisions importantes, certaines difficiles, doivent être prises. J'y veillerai.

Je remercie tous ceux et toutes celles qui ont fait avec moi ce bout de chemin et je sais qu'ils seront encore plus nombreux dans les mois et les années qui viennent.

Je ne serai certes plus à leur tête, mais ils peuvent compter sur moi: je serai toujours à leurs côtés.

Merci.

Mme Gagnon (Marie-Josée): J'aimerais rappeler que nous allons accepter quatre questions en français et deux questions en anglais.

M. Tétreault (Éric): Deux courtes questions, M. Parizeau...

M. Parizeau:] oui.

M. Tétreault (Éric): ... M. le premier ministre, deux courtes questions. J'aimerais savoir, d'abord, quand avez-vous pris votre décision de quitter? Aujourd'hui ou avant?

M. Parizeau: Depuis quand? Ha, ha, ha, il y a longtemps. C'était tout à fait clair que, si le oui ne passait pas, alors je partais tout de suite, et que si le oui passait, eh bien, là, je prenais le temps de mettre la locomotive sur les rails, comme on dit. J'ai fait une entrevue avec Stéphane Bureau hier midi qui, je pense, résume assez bien tout ça. Il y a un embargo dessus, je ne sais pas si l'embargo a été levé.

M. Tétreault (Éric): Autre question, concernant le vote ethnique, puisque tous les gens en parlent aujourd'hui. Vous avez vu les réactions. Est-ce que ces propos d'hier que vous dites regretter aujourd'hui n'ont pas fait resurgir les vieux fantômes de nationalisme ethnique qui semblaient disparus du discours même de vos adversaires depuis quelques années?

M. Parizeau: Oh, non, non, non. Les mots, écoutez, les mots étaient, comme je l'ai dit dans mon texte, trop durs hier, mais ça ne change rien à la réalité. Je ne reviens pas sur cette réalité que j'ai décrite et que tout le monde connaît bien.

Mme Gagnon (Marie-Josée) : Christine Saint-Pierre.

Mme Saint-Pierre (Christine): M. le premier ministre, est ce que, hier soir, vous aviez préparé un texte en cas de défaite? Et, si oui, pourquoi vous ne l'avez pas lu? Pourquoi vous avez préféré cette voie?

M. Parizeau : Parce que j'aime, à la fin d'une campagne – c'est la quatrième – procéder comme ça, comment dire, sans texte, des choses courtes. Donc, il n'y a rien, je veux dire, de bizarre ou de différent.

Mme Saint-Pierre (Christine): Est-ce que vous regrettez ce que vous avez dit au sujet des ethnies?

M. Parizeau: Au sujet de?

Mme Saint-Pierre (Christine): Des communautés culturelles?

M. Parizeau: Ah non, non ! Encore une fois, les mots sont trop durs. Mais ils ne changent pas la réalité des choses. Quand 95 % des gens d'une même communauté votent du même côté, il y a une réalité, là, qu'on déplore sans doute, mais, enfin, qui est ce qu'elle est.

Mme Gagnon (Marie-Josée): Paul Larocque.

M. Larocque (Paul): M. le premier ministre, si vous permettez? Comment vous voyez la suite des choses à partir de maintenant? Hier, dans votre discours, M. Bouchard, également, disait, bon, en quelque sorte: À la prochaine ! Et elle viendra bientôt. La loi des consultations, au Québec, interdit deux référendums dans le même mandat. Comment ça pourrait se faire, là, ce rendez-vous que vous dites très rapproché?

M. Parizeau: Ah, là, ce n'est plus à moi de le dire, ça ! Une situation nouvelle est apparue depuis hier. Puis, là, il faut, pour l'étape suivante, des nouvelles stratégies, des nouvelles directions. Et on va – moi, j'en suis convaincu – voir apparaître ça très tôt. Je serais vraiment étonné qu'en étant aussi proche du but, comment dire, des années se passent sans qu'il ne se produise rien. Et, là, ce n'est plus moi qui vais peser sur les boutons ! Il y aura des gens qui auront la tâche de définir les orientations.

M. Larocque (Paul): Est-ce qu'une élection référendaire, par exemple, serait indiquée, selon vous?

M. Parizeau: Moi, je n'ai pas... Encore une fois, ce n'est pas à moi, maintenant, de proposer des pistes comme celle-là. J'en ai proposé pendant bien des années – sept ans maintenant – des orientations; ça n'a pas trop mal marché, mais on n'est pas à 50 %. Alors, étape suivante, stratégie suivante, personnes différentes aussi.

Mme Gagnon (Marie-Josée): Une dernière question, Rhéal Séguin.

M. Séguin (Rhéal): Selon vous, m. Parizeau, quelle devrait être la stratégie à suivre pour réussir à franchir cette barre de 50 % dans les mois à venir?

M. Parizeau: Dans les mois à venir, M. Séguin, je pense qu'il va falloir protéger le Québec de façon extrêmement vigilante. On nous a bien avertis des conséquences du non. Là, il va falloir essayer, je ne peux pas dire de minimiser les attaques du fédéral, elles vont être très fortes, mais, au moins, d'essayer d'en limiter les conséquences ou de limiter les dégâts. Ça, je pense que, dans les semaines et les mois qui viennent, ça va être une tâche, ça va être la tâche majeure. De cette situation, qu'est ce qui va apparaître comme stratégie? Encore une fois, comme je le disais tout à l'heure, ce n'est pas à moi de le définir. Mais, là, dans l'immédiat, il faut défendre le Québec et les Québécois.

M. Séguin (Rhéal): Et, selon vous, existe-t-il un danger de retarder le prochain rendez-vous trop longtemps?

M. Parizeau: Non, ça, je ne le sais pas. Comment dire, ma boule de cristal ne va pas jusque-là. Tout ce que je sais, c'est que, quand on est aussi proche du but, il serait étonnant que quelqu'un ne se lève pas en disant: Bon, alors, une dernière poussée puis on y va !

Mme Gagnon (Marie-Josée): En anglais, Barry Wilson et Rick Kalb.

M. Wilson (Barry): Premier, last week in Québec City, when speaking about the minorities in Québec, you said: «They are us.» Last night, what you said seemed to go against that, and I am wondering if you regret what you said and how you feel about leaving under such a cloud?

M. Parizeau: I used words that were strong, last night. But they underline a reality that exists. And I am sorry that it exists, and God knows if René Lévesque and Gérald Godin and myself and others have tried to do something about this. But one has to say the results are close to nil. I regret that but that's the way it is. It does not change the reality even though, yes, the words I used last night were rather strong words.

M. Ralb (Richard): Premier, you said in your statement that your words could have been better chosen. Last night, after your speech, on the open line radio programs and in a comment from former Ontario Premier Bob Rae, there was the question of alcohol raised. Was your usually good judgment clouded by alcohol last night?

M. Parizeau: No.

M. Kalb (Richard): What then lead a gentleman of your usual careful choice of words to say something like that? Why did you go over the line?

M. Parizeau: Oh ! I suppose I was very sad about this. You know, we, in spite of what is often said, I and others before me have tried very hard to do something about that situation. It is not healthy in a society such as ours that groups, particularly when they come from specific cultural communities, vote 95 % in the same direction. That is not... I mean, it is not very healthy, and that is what I tried to underline. The words were too strong but the reality does not change. I mean you know that is the way it is, and I cannot change the reality in spite of the fact that God knows if I tried.

Mme Gagnon (Marie-Josée): Merci.

M. Parizeau: Voilà ! Merci.